

Réunion du groupe-pays Turquie

Le 23 novembre 2011, de 14h30 à 16h30

Dans les locaux de Cités Unies France

Compte-rendu

Cette réunion s'est tenue sous la présidence de Jean Touzeau, président du groupe-pays Turquie et vice-président du Conseil général de Gironde, représentant le président du Conseil général, M. Philippe Madrelle.

Intervenante :

- Dorothee Schmid, chercheuse chargée du programme Turquie contemporaine à l'Institution française des relations internationales (IFRI)

I – Intervention de Dorothee Schmid sur les relations franco-turques, la position actuelle de l'AKP et les relations extérieures de la Turquie (cf. plan détail joint en annexe).

II - Echanges avec les participants :

- A noter même dans le contexte actuel des relations bilatérales tendues :
 - o Le CNEPT est souvent sollicité pour l'accueil de délégation et visites d'études turques, souvent en lien avec le ministère de l'Intérieur
 - o Les collectivités turques sont toujours intéressées par l'expertise française dans la gestion des services publics (line avec l'Institut pour la gestion déléguée ; recherche d'information sur les référentiels de métiers, la formation des ressources humaines,..) ;
 - o 25 agences de développement économique travaillent en Turquie aujourd'hui ! Le programme européen *Living labs* (« laboratoires vivants ») sur l'innovation dans le développement économique est ouvert à la Turquie ; le réseau des chambres consulaires aussi une source d'idée possible pour des projets économiques.
 - o Le maire de Gaziantep, ville membre d'Energie Cités est à l'origine de la première déclaration des maires turcs pour le développement durable. Gaziantep fait par ailleurs partie d'un projet européen CIUDAD mené avec l'ADEME sur la mobilité urbaine durable en consortium avec Alep, Aman, Irmi et le soutien de Stuttgart et Paris.
 - o De manière générale, la Turquie participe à beaucoup de projets européens : Black Sea (Mer Noire), projet transfrontalier Ediren-Bulgarie autour de l'agriculture ; possibilité de participer aux appels à projets Comenius, Jeunesse en action, Leonardo da Vinci.... Au niveau des fonds structurels, 3 milliards d'Euros sont dévolus à la Turquie... Can Yüceisik

rappelle sa disponibilité à faire de l'assistance au montage de projets européen.

- La Ville de Vienne effectue un travail de sensibilisation des populations arménienne et turques sur son territoire. Sa toute nouvelle coopération avec Emirdag porte sur la jeunesse et sur l'eau.
- Strasbourg rappelle la multitude de structures engagées en Turquie depuis son territoire : agence économiques associations, école d'architecture, présence de beaucoup de franco-turcs. Sa coopération porte sur le patrimoine (réhabilitation d'un quartier grec ancien), le développement urbain et le logement social.
- Rennes développe un programme de coopération avec Diyarbakir dont les axes depuis 2008 sont l'urbanisme, l'aménagement urbain, le logement, les transports, l'eau.
- Paris souhaite développer un projet avec le quartier istanbuliote de Yenikapi en tant que porte de transport multimodal.
- Montreuil a débuté une coopération avec Bismil ; le premier projet de cette coopération portera sur les droits des femmes/ la perte de repères.
- La Gironde axe son partenariat avec Samsun autour de la production locale de vin, noisettes en impliquant la chambre économique franco-turque de Gironde, ; un autre volet concerne les échanges entre enseignants et élèves. ; le 3^e axe concerne l'environnement (projet européen COMELIUS impliquant le Parc régional de Gascogne, le Parc ornithologique du Tech et quatre collèges).

III - Atelier d'urbanisme à Diyarbakir

Rennes relate l'atelier international d'urbanisme qui s'est tenu en octobre à Diyarbakir autour du projet de réhabilitation d'un quartier informel de la ville, en mobilisant les « ateliers de Cergy ».

Cet atelier partait du constat de devoir résorber l'habitat informel, en intégrant les enjeux touristiques de ce quartier et en en faisant un projet pilote. Il s'agissait d'imaginer des solutions, de permettre aux élus de se projeter dans l'avenir, d'organiser un événement international tout en impliquant TOKI - l'administration turque du logement collectif. Ainsi, 3 équipes composées d'urbanistes, de paysagistes et d'architectes ont présenté leur vision d'évolution pour le quartier après 15 jours de travail commun, devant un jury composé entre autres de TOKI, de l'AFD (agence française de développement), de l'Université. La presse était également conviée.

Ce projet a permis de confronter les visions internationales et turques de l'urbanisme (entre romantisme et réalisme !), un consensus s'est dégagé pour conserver la trame urbaine de Diyarbakir, supposant un renouvellement important. Les questions telles que la propriété foncière ont été abordées.

Le dialogue se poursuit à la fois entre collectivités au sein de la coopération décentralisée et sur la place publique. L'apport de l'AFD a été très apprécié.

IV - Conclusion

Les participants demandent à avoir une meilleure information sur les projets des uns et des autres ainsi qu'une liste de contacts pour pouvoir échanger entre eux, entre deux réunions. Une information sur les associations d'élus locaux turques existantes serait aussi appréciée. Ils souhaitent également recevoir les informations des conférences organisées par l'IFRI.

Cités Unies France doit pouvoir fournir des informations générales et diplomatiques sur l'évolution du pays, y compris sur des évolutions législatives majeures.

A terme, l'idée de répondre ensemble à un projet européen est évoqué.
Une mission commune est envisagée pour le 2^e semestre 2012.

- Présents :

Jean Touzeau, président du groupe-pays Turquie, vice-président du **Conseil général de Gironde**

Jean-Yves Camus, chargé de mission, **Ville de Paris**

Patrick Curtaud, adjoint à la culture et aux relations internationales à la **ville de Vienne**

Alice Delzant, chargée de mission des relations internationale, **ville de Strasbourg**

Marie Guyard, chargée de mission des relations internationales **Ville de Rennes,**

Mariama Labidi, chargée de mission des relations internationales **Rennes Métropole**

Philippe-Henri Ledru, chef du service relations internationales et coopération décentralisée, **Conseil général de Gironde**

Reinhard Uhlig, chargé de mission service échanges internationaux et coopération, **Ville de Montreuil**

Dorothee Schmid, chercheuse à l'IFRI – Institut français des relations internationales, programme Turquie contemporaine

Maurille Berou, ministère des Affaires étrangères et européennes/DAECT

Bernard Cornut, chargé de projets internationaux à l'ADEME

Frédéric Faivre, Interfazeo

Astrid Frey, chargée de mission Turquie, Cités Unies France

Andreas Korb, relations internationales du CNFPT

Pierre Pougnaud, ministère des Affaires étrangères et européennes/DAECT

Mathilde Szalecki, chargée de mission ADEME

Can Yüceisik, Turquie européenne

Excusés :

Salvatore Arena, conseiller délégué à la ville de Saint Dié,

Catherine Barbotin, conseillère municipale à la ville de Rennes,

Rachid Bensaci, vice-président chargé de la coopération décentralisée au Grand Chalon,

Cécile Ducroux, responsable des relations internationales à la ville de Vienne,

Maryse Dusselier, déléguée aux relations internationales à l'ARF

Jean-François Habeau, chargé de mission au Fonds mondial pour le développement des villes,

Alain Juppé, maire de Bordeaux,

Roselyne Lefrançois, adjointe au maire de Rennes,

Martine Moser-Faesch chargée de mission aux relations internationale à Mulhouse,

Jacques Oudin, vice-président du Conseil général de la Vienne,

Chantal Pinchon, APUR

Jean-Louis Urbain, chargé de mission pôle Relations internationales, région PACA

Compte-rendu établi par Cités Unies France

La Turquie : questions intérieures, reconquête diplomatique et perspectives franco-turques

Dorothee Schmid,
Ifri

Novembre 2011, pour Cités Unies France

- La Turquie est un pays qui évolue à grande vitesse depuis une dizaine d'années.
- C'est une puissance régionale en formation, du point de vue économique, politique, diplomatique, culturel.
- Beaucoup de points restent cependant en suspens, tant en termes de consolidation démocratique que de « soutenabilité » de sa nouvelle posture internationale.

1. La situation intérieure turque : quelle évolution pour le régime de l'AKP ?

- Les sources de légitimité de l'AKP

Une économie prospère

« Approfondissement » et « consolidation » démocratique

Un ordre moral de remplacement

Le retour de la fierté nationale

- Un verrouillage politique et institutionnel progressif

Le feuilleton des rapports civilo-militaires

L'appropriation de l'Etat par l'AKP

Les difficultés croissantes de la presse d'opposition

- Des facteurs de crise interne récurrents

La question de « l'agenda caché » islamique

La question kurde

Les fragilités économiques

- La Turquie entre « Etat profond » et possible tournant autoritaire

L'approfondissement démocratique débouche sur un ancrage durable de l'AKP au pouvoir, qui conduit à s'inquiéter de l'absence d'alternative politique et de possibles dérives

(Cf. Sophie Shihab, « Erdoğan, l'homme du nouvel ordre turc », *Le Monde*, 10 nov. 2011)

2. La « nouvelle diplomatie turque » entre construction idéologique et retour au réalisme

- « Libération » et dégel de la politique étrangère turque

Un pays traditionnellement introverti depuis la fondation de la République

Les tournants historiques récents : la fin de la guerre froide ; le 11 septembre 2001.
Ouverture extérieure et levée progressive des tabous

- **Les ambitions d'Ahmet Davutoğlu**

Le MAE turc est un professeur de relations internationales.

Il réordonne le monde autour de la Turquie.

Il veut instituer son pays comme puissance régionale et au-delà, se mesurer avec les grands.

La nouvelle puissance turque repose théoriquement sur le *soft power*.

(Cf. Béatrice Garapon, « La politique arabe de la Turquie depuis 2003 à la lumière de la 'doctrine Davutoglu' », *Revue Averroès* n°3, printemps-été 2010 – disponible en ligne)

- **La diplomatie turque à l'épreuve du « printemps arabe »**

Le Moyen-Orient est la région que les Turcs ont le plus investie ces dernières années

L'intérêt turc pour la région repose à la fois sur des considérations économiques et sur la volonté de jouer un rôle diplomatique plus actif sur la scène internationale.

Son aura dans la région est importante, à la fois comme « modèle » et du fait de ses prises de positions face à Israël

La Turquie a du mal à réagir face au printemps arabe : elle apparaît plutôt comme une puissance de *statu quo*, fragilisée par les révolutions. Ses prises de positions sont difficiles à suivre, parfois contradictoires.

A terme, elle restera sans doute une puissance importante dans la région, mais devra partager le terrain de jeu avec d'autres partenaires et / ou compétiteurs potentiels : Egypte, Arabie saoudite, Iran.

(Cf. Dorothee Schmid (dir.), *La Turquie au Moyen-Orient. Le retour d'une puissance régionale ?*, à paraître chez CNRS Editions, décembre 2011)

3. Les perspectives de la relation franco-turque

- **Les fondamentaux de la relation sont anciens et solides.**

Politiques, sociologiques

Economiques.

- **Les facteurs de crise récurrents**

La question de la reconnaissance du génocide arménien.

La question de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne ; et la question de Chypre.

La question kurde.

- **Le « facteur Sarkozy »**

On a observé une nette dégradation de la relation bilatérale au cours des cinq dernières années, avec une surenchère des deux côtés.

/ Les relations franco-turques fonctionnent bien plutôt en-dehors des institutions de l'Etat.

- **Des points de convergence nouveaux apparaissent**

En matière diplomatique : sur la Syrie.

En matière de « lutte contre le terrorisme » du PKK.

- **Qu'en sera-t-il après la prochaine présidentielle française ?**